

L'IMPÉRIAL

JOURNAL POLITIQUE PARAISSANT LE DIMANCHE

ABONNEMENTS
5 FRANCS PAR AN

ABONNEMENTS
5 FRANCS PAR AN

ANNONCES ET RÉCLAMES

RÉDACTION, ADMINISTRATION & ABONNEMENTS

ANNONCES ET RÉCLAMES

LYON : Agence de publicité V. Fournier
Rue Confort, 14

Rue Sala, 42, à Lyon

PARIS : Agence de publicité Havas
Place de la Bourse, 8

Pour un abonnement d'un an
envoyer 5 francs en timbres poste
ou mandat à l'adresse du Directeur
du Journal rue Sala, 42.

quinze jours, trompés les populations
sur la gravité du fléau, et sur son
caractère menaçant.

consulter les hommes compétents,
et jusqu'à vouloir, nonobstant leur
avis, — qu'il n'a pas demandé,
mais qu'il connaît bien, — laisser
célébrer une fête nationale, c'est-à-
dire générale, devant les morts,
les deuils, les ruines, les désespoirs,
et au risque de voir l'épidémie en-
vahir la France entière.

eu, pendant 14 ans, le gouverne-
ment qu'il a mérité, il saurait enfin,
à l'heure solennelle des scrutins,
ouvrir l'ère des responsabilités à
atteindre, et des châtiments à inflig-
er. L.

vous croyez que le pays se donnera
l'embaras du choix ?
Son choix est fait depuis longtemps,
croyez le bien ; d'ailleurs trop de famille
nuit à la bonne politique.
Je ne puis terminer sans rappeler cette
phrase du Nouveau-Testament : Tout
royaume divisé contre lui-même périt.
Profitez de la maxime et restons unis
sur le terrain des revendications impé-
riales. UN DÉPUTÉ.

Trop naïf, M. Calla, qui questionnez
ainsi avec tant d'audace le Hérisson qui
se prélassait au ministère du Commerce !
Qui s'y frotte s'y pique, cher Monsieur
Calla, et vous saurez que « l'épidémie
cholérique sévit *seulement* sur deux
villes de France, que des précautions
peut-être excessives ont été prises, que le
comité d'hygiène n'a pas été consulté
et que derrière le danger du choléra que
vous évoquez, se cachent d'autres
sentiments. » Le choléra conservateur,
tous les conservateurs cholériques : tel est
le double diagnostic porté par nos gou-
vernements en général et M. Hériss-
on en particulier ! On n'est pas plus
aliéniste !

La République cholérique

La République, que nous devons
à l'émeute devant l'ennemi envahis-
seur, — ce qui sera sa honte éter-
nelle devant l'histoire, — ne nous
a, on le sait, aucunement sauvés du
pillage, de la rançon et du démem-
brement, comme c'était un devoir
et comme c'eût été son excuse.

La République, qui devait être le
gouvernement qui nous diviserait
le moins, a donné naissance à la
plus formidable, à la plus crimi-
nelle des guerres civiles ; et on a pu,
un moment, craindre que c'en fût
fait de Paris et de la France.

La République, autoritaire et
despotique avec M. Thiers ; orléa-
niste, c'est-à-dire incolore, avec le
Maréchal ; athénienne, avec Jules
Simon ; gaie et de bonne composi-
tion avec Gambetta,

La République est devenue peu
à peu, une forme de gouvernement
telle qu'on a pu la voir chasser des
Français de leurs domiciles ; enle-
ver de leurs sièges des magistrats
inamovibles ; expulser de l'armée
des officiers généraux ou supérieurs ;
corrompre le pays en le ruinant ;
abaïsser les caractères, démoraliser
l'esprit public, donner l'essor à
toutes les convoitises inavouables.

Cette République nous devait un
couronnement digne de son œuvre :
LE CHOLÉRA.

Nous l'avons.
Et c'est bien le choléra républi-
cain, ce qui n'est pas rassurant du
tout.

On sait d'où il vient ;
On sait qui l'a apporté, ou plutôt
importé.

On sait qui l'a protégé en quel-
que sorte au début, par les plus abomi-
nables imprévoyances.

On sait enfin, à l'aide de quels
audacieux mensonges on a, pendant

Mais ce n'est pas tout :
A l'une des dernières séances de
la Chambre, M. Calla, un naïf, in-
terrogeait le gouvernement au sujet
de la fête nationale (!!!) et des dan-
gers que présenterait la célébration
du 14 juillet ; il invoquait l'avis du
Comité consultatif d'hygiène, et
demandait quel'on s'y conformât, en
renvoyant à une autre époque cette
cérémonie si intéressante... pour
les marchands de vin.

M. le ministre Hérissou n'a pas
craint de répondre, que la fête du
14 Juillet ne pouvait pas attendre,
qu'elle serait célébrée quand même,
et que le Comité d'hygiène n'avait
point été consulté par le gouverne-
ment.

Vous comprenez bien, vous qui
nous faites l'honneur de nous lire :
des hommes de science, des spécia-
listes, se permettent d'exprimer un
avis sur l'inopportunité actuelle de
la célébration du 14 Juillet, en face
des progrès et des dangers du cho-
léra ; et le gouvernement répond...
qu'il n'a pas consulté ces hommes
de science, ces spécialistes.

Pour une réponse monumentale,
c'est là une réponse monumentale,
mais qui laisse dans sa bêtise sub-
sister tout entière l'opinion du Co-
mité d'hygiène.

Ainsi c'est du Tonkin que nous
vient le fléau ;

C'est à l'imprudence de l'admini-
stration que son invasion est due ;
C'est-à-dire — nous voulons le
répéter encore — que c'est à la Ré-
publique seule que nous le devons.

Et ce gouvernement de braves,
dont pas un des membres n'a eu le
cœur d'aller, de sa personne, porter
des paroles d'encouragement et d'es-
poir aux malheureux qui sont ex-
posés à une mort foudroyante, pousse
encore l'aveuglement jusqu'à ne pas

Ici, les pétards, les lampions, les
feux d'artifice, les beuveries.

Là-bas, le trépas et la douleur
en permanence !
Et voilà ce que nos bons répu-
blicains appellent la fraternité et la
solidarité humaine. Il n'y a que deux
départements frappés par le fléau,
disent-ils. On n'est pas plus gour-
mand !

Et sait-on pourquoi le gouverne-
ment agit ainsi ?

C'est parce que les partis hostiles
à la République, seraient trop heu-
reux de voir supprimer ou simple-
ment proroger les saturnales, pré-
tendues nationales du 14 Juillet. Il
ne faut pas leur donner cette joie.

C'est à n'y pas croire vraiment :
La crainte seule de voir les ad-
versaires de la R. F. triompher ce
jour-là, conduit le président, les
ministres, les Chambres, jusqu'à
sacrifier la salubrité, la santé publi-
que à la célébration envers et contre
tous, d'une fête qui, dans ces
circonstances, est un défi à la raison
et à l'humanité.

Nous n'insisterons pas. A quoi
bon ?

Nous voulons encore espérer que
le fléau s'arrêtera, que les dévoue-
ments obscurs et généreux, que les
héroïsmes locaux, en auront raison,
avec l'aide de Dieu ; et que nous ne
verrons pas s'ajouter, à toutes les
ruines accumulées par un gouverne-
ment qui traite le choléra comme
le budget, une lamentable et funè-
bre invasion épidémique.

Mais s'il en était autrement, le
peuple se souviendrait, et après avoir

LETTRES PARISIENNES

Paris, 11 juillet.

Je ne vous entretiendrai aujourd'hui,
ni des débats parlementaires qui trahis-
sent une lassitude légitime, ni de la fête
du 14 juillet qui s'effondre dans l'oubli
obligatoire, ni du choléra qui est plus
près de vous que de nous.

On en cause ici, dans les couloirs de
la Chambre et dans nos cercles poli-
tiques, que d'une nouvelle incartade
des chevaliers-légers de la légitimité qui
avaient besoin de faire parler d'eux et
de jeter des bâtons dans les roues du
char cahoté et embourbé de l'Orléanis-
me.

Je vous avouerai, pour ma part et
aussi pour le parti impérialiste, que je
vois avec plaisir ces petits incidents, plus
malins que nuisibles, innovés, dit-on, par
un abbé journaliste pour jeter le trouble
et l'indécision dans un parti déjà troublé
et incertain.

MM. les légitimistes purs, MM. les
orléanistes impurs ne se sont-ils pas
assez moqué de nous, à propos d'une
brouille qui semble à peu près oubliée,
ou de laquelle du moins il n'est plus
question.

Si le père et le fils n'ont pu se mettre
d'accord sur quelques motifs politiques,
la question du drapeau n'est pas en
cause et encore moins celle des prin-
cipes et de la doctrine impérialistes.

La presse républicaine, comme tou-
jours, a fait gorge chaude de cette nou-
velle déclaration des droits d'un hom-
me, car personne ne s'attendait à voir
le fils de don Carlos dans cette affaire.
La presse orléaniste, elle se
demande un diable dans l'eau bé-
nigne, et dans son affolement remonterait
à Josué pour attester l'héritage
de son père.

Cornély, dans le *Matin*, a baptisé
ce nouveau parti de Jacobite. Va pour
Jacobite.

L'assortiment est complet.
Les légitimistes, les henriquinis-
tes, les orléanistes, les philippistes, les
royalistes et les jacobites.

Eh bien, mon cher Directeur, l'avant-
age est pour nous, car nous ne com-
ptons qu'un parti, celui des impérialistes.
On a bien essayé de le diviser en deux
camps, les Jérémistes et les Victoristes.
Mais au moins nous ne sortons pas de
la famille.

Quant à nos concurrents, pour saisir
le gouvernement de la France, quel as-
semblage de cousins, de collatéraux et
de parents à des degrés inimaginables !
Quelle collection de prétendants ! Et

REVUE PARLEMENTAIRE

Samedi, au Sénat, la séance, pour
changer, est ouverte à 3 heures, sous
la présidence de M. le Royer. M. le
président du conseil dépose le projet de
résolution tendant à la révision partielle
des lois constitutionnelles, puis nos sé-
nateurs adoptent un projet établissant
d'office une imposition extraordinaire
sur la commune d'Abondance (Savoie).

Voilà certainement une commune
prédestinée et qui pourrait fournir au
Figaro un de ces combles dont il est si
prodigue. Dame Abondance imposée
extraordinairement et d'office... joli,
très joli...

Après un si beau début, nos bons
luxembourgeois décident qu'ils se réu-
niront pour la nomination de la commis-
sion chargée d'examiner le projet rela-
tif à la révision et renvoient à jeudi la
discussion de ce grand projet. On se sé-
pare et tout est dit. Les vieillards, en
somme, ont le droit de reposer un peu.

Nos députés, plus jeunes, mais non
moins paresseux, n'ont guère fait plus
d'ouvrage. Nous ne saurions du reste,
les en blâmer trop fort, car moins ils
produisent, plus ils nous sont agréables.

Samedi, vote d'un crédit de 780,000
francs pour la mission de M. de Brazza
pour l'Afrique équatoriale.

Un M. Villain (un vrai nom républi-
cain celui-là) demande l'urgence.

MM. Edmond Robert, Raynaud, com-
battent l'impôt sur la betterave et pour
en terminer avec cette trop mielleuse
discussion, M. Lagrange député, de
Lyon-Guillotière qui comme ses élec-
teurs, n'aime le sucre que tout juste,
réclame la mise en tête de l'ordre du
jour du projet relatif au déclassement
d'une partie de l'enceinte fortifiée de
Lyon, proposition adoptée ; après un petit
tour à la buvette, on se sépare.

Lundi, interpellation de M. Calla sur
l'inutilité de célébrer, cette année, la
soi-disant fête du 14 juillet.

M. le sous-secrétaire d'Etat à l'inté-
rieur, tout en reconnaissant que M. de
Lacretelle se plaint de jeter des bâtons
dans les roues du char gouvernemental,
promet de tenir compte de ses réclama-
tions. Nous sommes certains, pour notre
part, qu'entre la chaise de Lacretelle et
la chaise Ferry, les habitants de Tour-
nus continueront d'être assis par
terre !

Comme c'est le jour des questions et
interpellations, M. Blancsubé en veut
sa part : il interroge M. Ferry sur les
affaires de Chine. Ce dernier répond
qu'il a reçu de M. Fournier le très im-
portant traité de Tien-Tsin ainsi que le
rapport du général Millot. Voilà vrai-
ment un mariage heureux : un traité
inexécuté et les détails d'une affaire
où nos hommes ont été fusillés à bout
portant par les Chinois embusqués. Mais
la bonté ou la pudeur n'est pas
chose républicaine et sur l'affirmation
du malade Ferry que le gouvernement
est en mesure de faire respecter le traité,
M. Blancsubé consent à ajourner son
interpellation. M. le Ministre affirme,
du reste, avec son emphase ordinaire,
que « rien ne sera épargné pour sauve-
garder avec prudence, toujours, mais
avec une fermeté que rien n'ébranlera,
les droits et les intérêts de la France. »
M. Ferry a décidément plus de toupet
que le général Millot d'hommes val-
ides !

Enfin, discussion du projet de loi re-
latif au déclassement de l'enceinte de
Lyon.

Mgr Freppel demande l'avis du Co-
mité de défense. — M. Margaine appuie l'a-
journement qui est voté et l'on revient

SOUVENIRS POPULAIRES

BATAILLE DE CASTIGLIONE

16 THERMIDOR AN IV. — 3 AOUT 1796.

Voici l'ordre de bataille des troupes
que je commandais, pendant les affaires
qui précédèrent l'engagement de toutes
les troupes de la division.

La ligne s'étendait sur le cours de
l'Adige. La droite, commandée par le
général Bayran, était appuyée sur
Rovigo ; et la gauche, commandée par
le général Robert, sur Ronco : j'occupais
le centre, placé à Enguadio.

Le quartier-général de la division
était à Porto-Legnago, et sa force de dix
mille hommes d'infanterie, six cents
chevaux, dix pièces d'artillerie légère
et six pièces de campagne.

Le 30 juillet 1796, le général en chef
Bonaparte m'ordonna d'abandonner la
ligne de l'Adige, en laissant une garni-
son à Legnago ; de marcher sur Vérone,
où je trouverais six mille hommes, com-
mandés par le général Rampon ; de les
réunir à ma division, devenue par ce
moyen forte de seize mille hommes d'in-
fanterie, et de me mettre en état de
livrer bataille à l'ennemi qui s'avavançait
sur Vérone.

Toute la division reçut les ordres les
plus précis, et dès le 31 au point du jour
elle se porta en avant pour attaquer l'en-
nemi. Après une heure de marche, je
reçus du général en chef un courrier par

lequel celui-ci m'instruisait du mouve-
ment de notre armée et de celui de
l'ennemi.

La lettre du général en chef était con-
cue en ces termes :

« Il faut, général, faire votre retraite
sur Roverbella, abandonner votre li-
gne, rompre les ponts de Porto-Le-
gnago, brûler les affûts de position
« afin que l'ennemi ne puisse vous at-
taquer dans votre retraite, et tout ce
« que vous pourrez enlever des maga-
« sins. Les moments sont précieux ; je
« confie l'exécution de ces mesures à
« votre sagesse et à votre prudence or-
« dinaire. Attendez de nouveaux ordres
« à Roverbella, je m'y rendrai en per-
« sonne. »

Au reçu de cet ordre, je me hâtai de
faire rétrograder ma division sur Lé-
gnago. J'enlevai des magasins tout ce
que je pus, et j'ordonnai aux troupes de
se rendre à Roverbella, ne gardant avec
moi que neuf compagnies de grenadiers,
quatre cents chevaux et dix pièces d'ar-
tillerie légère. Je rompis les ponts, je
brûlai les affûts de position, et me mis
en marche avec ce petit corps de troupes,
pour protéger la retraite de ma division.

A peine avais-je fait un quart de lieue,
que j'aperçus de l'autre côté de l'Adige
l'ennemi qui s'avavançait sur Legnago ;
mais comme celui-ci avait besoin de
beaucoup de temps pour établir les
ponts et passer le fleuve, la retraite des
Français ne fut pas inquiétée. Quand,
après trois heures de marche, je recon-
nus que je n'avais plus rien à craindre,
je me portai avec la cavalerie à la tête
de la division, dont je laissai le com-
mandement au général Beyran, et je
m'avavançai sur Roverbella avec un pi-
quet de cavalerie et mon état-major.
Quelles furent, en arrivant, et ma sur-
prise et ma douleur, lorsque j'y trouvai

les troupes qui formaient la garnison de
cette ville dans le plus épouvantable dés-
ordre ! une terreur subite s'était em-
parée d'elles. Les employés des admini-
strations ajoutaient à l'effroi général
en criant de tous côtés : *Voilà les hu-
lans ! voilà l'ennemi !* Les rues étaient
tellement embarrassées par les char-
rettes des femmes qui suivaient l'armée,
qu'il était impossible aux troupes de s'y
ouvrir un passage.

Dès que je vis le désordre et la terreur
portés au comble, je fis partir sur le
champ un officier de la division afin
d'arrêter la marche des troupes qui
s'avavançaient, en quelque lieu qu'il les
rencontrât, et de défendre aux généraux
qui les commandaient de faire un seul
mouvement avant d'avoir reçu de moi
de nouvelles instructions. Le but de
cette précaution était de préserver les
corps qui formaient la division du dan-
gereux spectacle qu'offrirait la garnison
de cette ville, et de ne pas les exposer à
suivre l'impression coupable donnée par
les malveillants, qui étaient en grand
nombre dans l'armée.

Secondé de mon état-major, je ne per-
dis pas un moment pour m'occuper du
rétablissement de l'ordre.

Je nommai commandant de la place
un officier ferme et énergique ; je mis à
sa disposition l'escorte de cavalerie dont
j'étais accompagné, et dans peu de
temps les communications furent libres
et la tranquillité rétablie.

A trois heures et demie, arriva le gé-
néral en chef Bonaparte, avec son état-
major. Il descendit chez moi, et me fit
part de la position des deux armées. Elle
n'était pas rassurante pour nous ; mais
je lui répondis : « Il nous reste de gran-
des ressources ; souvenez-vous que c'est
dans cette occasion que vous reconnai-
trez vos vrais amis. Plus le danger est

grand, plus il est imminent, plus il im-
porte d'en imposer à l'ennemi sans mes-
urer ses forces. »

Le général Berthier, chef de l'état-
major général, prit la parole et dit : « Je
crois que le général Augereau n'est pas
bien informé en ce moment des positions
de l'ennemi. »

— Je les connais mieux que vous,
répliquai-je. Au reste ce ne sont plus
des paroles qu'il nous faut, ce sont des
faits. »

Bonaparte, qui avait gardé quelques
instants le silence, le rompit alors et dit :
« Que pensez-vous faire ? »

— Ce qu'il faut faire ? repris-je, le
voici : rallier les troupes et faire quel-
ques exemples des misérables qui jet-
tent la terreur dans les rangs. La divi-
sion que je commande n'a été jamais
battue. L'armée autrichienne, dût-elle
se présenter tout entière devant moi,
avec de tels hommes je vous promets de
vaincre. L'ennemi sera chassé de nou-
veau, l'Italie sera libre et la république
sauvée.

Le général Bonaparte m'interrompit,
et me dit : « Il faut que je donne l'ordre
de faire lever le siège de Mantoue. »
Je combattis vivement cette résolu-
tion. Il me paraissait d'une haute im-
portance de ne pas lever le siège de cette
place, « parce que, disais-je, dans qua-
rante-huit heures nous aurons battu
l'ennemi et repris nos positions. Man-
toue est à la dernière extrémité et ne
peut plus tenir : si le siège est levé, elle
sera promptement ravitaillée, et le fruit
de tant de soins et de peines sera
perdu. »

Ces observations si justes ne persua-
dèrent pas le général Bonaparte, car le
siège fut levé dans la nuit du 31 juillet
au 1^{er} août.

Le 31 juillet, ma division se mit en

marche dans le meilleur ordre et dans le
silence le plus profond.

Elle arriva à minuit à Götto ; à la
pointe du jour elle était à Castiglione,
où le général en chef s'était rendu.

Bonaparte et moi, nous étimes ensem-
ble une conférence d'une demi-heure,
après laquelle je rejoignis ma division.

J'appris que l'ennemi occupait le pont
de San-Marco et les hauteurs de Monte-
Chiario. Arrivé dans la plaine que ces
hauteurs dominent, je fis mettre les trou-
pes en bataille, et je me disposai à atta-
quer. Je fis moi-même une reconnais-
sance ; et je pensai que je n'avais devant
moi que quelques corps peu considé-
rables de troupes légères à cheval. Je
donnai sur le champ, au chef de brigade
Pourailly, l'ordre de prendre un batail-
lon de la demi-brigade, deux pièces de
quatre et cinquante chevaux, et d'aller
s'emparer du pont de San-Marco.

Ce brave officier exécuta cet ordre,
après avoir éprouvé quelque résistance,
et prit position à une lieue de Brescia.

Bonaparte arriva une heure après, en
même temps que le reste de la division.
Je continuai mes mouvements ; je m'em-
parai du château et des hauteurs dont
la ville est environnée, et fis occuper
par les troupes les gorges et les défilés.
La plupart des généraux se rendirent au
quartier-général, et un conseil de
guerre, auquel je fus appelé, fut con-
voqué par Bonaparte pour discuter les
moyens qu'il était à propos de prendre
dans les circonstances où se trouvait
l'armée.

Dès que le conseil fut assemblé, le
général en chef prit la parole, et dit :
« Citoyens généraux, je vous ai fait
appeler afin de nous concerter tous en-
semble sur ce que nous avons à faire. »

Les généraux Masséna et Joubert ont
été contraints de céder à la force et de

rendre les postes importants de la Co-
rona et de Rivoli. Soret abandonna
Salo, et a opéré sa retraite sur Desena-
sano. Le général de brigade Guieux
tient encore avec dix-huit cents hom-
mes dans une maison où il s'est retran-
ché ; mais je crains que les communi-
cations étant coupées et que toutes les
ressources venant à lui manquer à la
fois, il ne puisse résister longtemps.

Vous êtes maintenant instruits comme
moi-même, citoyens généraux, de la
position de notre armée. Je vous de-
mande, après vous avoir fait connaître
que nos communications avec Milan
sont rétablies par l'occupation de Brescia
et de San-Marco, si vous croyez conve-
nable de nous retirer sur la rive opposée
du Pô, d'y prendre une ligne et d'y
raillier l'armée en nous tenant sur la
défensive, ou bien d'attendre l'ennemi
de pied ferme. »

A cette déclaration du général en chef,
plusieurs généraux répondirent « qu'il
serait imprudent en effet de tarder plus
longtemps à effectuer la retraite qu'il
était très sage de prendre une nouvelle
ligne de l'autre côté, du Pô, et de garder
la défensive jusqu'à ce que l'armée fût
ralliée. »

Je combattis avec force l'opinion de
cette majorité timide, et je démontrai
que si l'armée passait le Pô, l'ennemi
ayant pénétré sur trois points, il serait
facile à celui-ci de nous chasser jusqu'à
ce qu'il nous eût repoussés dans la ri-
vière de Gènes, et qu'après une telle
déroute il serait désormais impossible de
mettre de l'ordre dans la retraite, les
forces de l'ennemi étant supérieures de
moitié aux nôtres ; que je croyais à la
fois plus prudent et plus digne de l'hon-
neur des armées françaises de marcher
sur le champ contre l'ennemi avec le
peu de troupes qui nous restait, et de

aux sucres : que l'on voit bien que ces républicains-là ont souvent besoin de tisanes!

Mardi, encore les sucres et rien que les sucres.

M. le Ministre de l'agriculture déclare que l'industrie de la betterave, va périr si l'on ne vient à son aide, et déclare montrer nécessaire pour obvier à ce danger, de demander un nouveau sacrifice aux contribuables! Parbleu! on aurait bien tort de se gêner : est-ce que ce pauvre mouton qui a nom « contribuable » et qui se laisse si patiemment tondre la laine sur le dos ne peut pas endurer un nouveau coup de dents du loup Méline? En échange, il aura la croix du Méline agricole.

M. Frédéric Passy ne partage pas cet avis; il y a eu déjà, dit-il, 26 changements de législation sur la question de la betterave et il croit inutile d'en tenter un 27^e. — Nous pensons comme M. Passy, mais nous estimons aussi que si la R. F. a tourné et retourné 26 et 27 fois la betterave, elle a bien plus encore tourné et retourné la carotte!

La séance du 10 juillet s'est passée sans l'échange de ces mots aigre-doux dont nos députés sont coutumiers.

D'ailleurs, la question des sucres est trop pleine de douceur pour la laisser fondre dans une discussion trop échauffée.

Après un excellent discours de M. Ribot, qui vient déclarer que le but qu'on doit poursuivre, c'est l'abaissement du prix de revient et non l'élevation par des impôts excessifs et qui demande une législation libérale, M. Rouvier, rapporteur, voit avec une profonde douleur — nous n'en doutons pas — de semblables questions agitées dans le conseil du gouvernement; le pays est déjà trop chargé d'impôts.

La commission pourtant demande le vote de l'impôt sur la betterave sans la surtaxe non remboursable.

La Chambre passera à la discussion des articles.

M. Laguerre dépose une demande d'amnistie dont l'urgence est votée.

D'amnistie en amnistie, tous les 14 juillet, il ne vaudra bientôt plus la peine de condamner les gens.

Pour clore la séance, on décide qu'après les sucres, viendra la loi du divorce remaniée par le Sénat; c'est boire du vinaigre après de l'eau sucrée.

Un président, c'est l'empereur, c'est l'empereur, c'est le dévouement fait homme.

Aussi en 1856, un homme est venu sans annoncer son départ et son arrivée; il est venu distribuer des secours et des consolations à toute une population victime des inondations.

Cet homme, c'était Napoléon III.

En 1866, le choléra sévit à Amiens; une femme, trois fois reine, par la charité, par sa beauté et par son rang, n'hésite pas à venir au milieu des cholériques.

Cette femme, c'était l'impératrice.

Après avoir dépeint en termes éloquents ces différentes phases de la charité impériale, l'orateur évoque les grands souvenirs qu'il a laissés l'empire; c'est à lui que la France devra son relèvement.

Arrivé à un quart de lieu de Montechiaro, j'appris par une ordonnance que le général *** qui était demeuré à Castiglione pour défendre ce poste important avait dix-huit cents hommes de la 18^e demi-brigade d'infanterie légère, venait d'ordonner aux troupes qui étaient sous son commandement d'opérer leur retraite et d'inviter les généraux de la division à suivre cet exemple.

Voilà qu'il n'y avait pas un moment à perdre, je partis au grand galop, suivi de mon état-major et de mon escorte, afin de m'opposer à ce mouvement rétrograde.

Arrivé à Montechiaro, je vis les troupes sous les armes; j'en demandai la cause, et j'appris des généraux de brigade sous mes ordres que le général qui commandait à Castiglione venait de les informer par une ordonnance qu'il était obligé de se retirer de cette place parce que l'ennemi paraissait se diriger sur elle, et qu'il les invitait à en faire autant.

Je leur répliquai qu'ils ne devaient pas ignorer que le général en chef et de moi, et que j'étais aussi étonné que mécontent de leur conduite. Je leur ordonnai ensuite de faire reposer leurs troupes dans les positions qu'elles occupaient et d'y attendre l'ennemi de pied ferme, jusqu'à ce qu'ils reçussent de nouveaux ordres.

Sur ces entrefaites, le général *** arriva à Montechiaro et se rendit à l'instinct près de moi.

« Où est votre troupe? lui dis-je en l'apercevant.

— Elle me suit, répondit le général, qui sans doute ignorait que l'on fut instruit des dispositions qu'il avait ordonnées.

— Ah quoi! continuai-je, vous avez abandonné votre troupe?

— Une partie est avec moi, reprit le

REUNION IMPÉRIALISTE

DE LA SALLE DE LA PERLE DIMANCHE 6 JUILLET

Le Comité impérialiste du 2^e arrondissement avait convoqué de nombreux partisans dans la salle de la Perle pour entendre M. Aulois et M. de Richebourg qui avaient volontiers répondu à l'appel du Comité en prêtant le concours de leur éloquence à la cause encore forte et vivace de l'empire.

Après avoir ouvert la séance, M. Aulois qui présidait, dans des termes flatteurs et choisis, donna la parole à M. de Richebourg.

Le jeune orateur, grâce à sa parole facile et persuasive, a de suite gagné les sympathies et les bravos de l'auditoire. Dans une brillante improvisation dans laquelle il annonce que c'est la première fois qu'il prend la parole dans une réunion publique, nous comptons bien que son premier succès en fera un des orateurs les plus applaudis des réunions impérialistes et qu'il se sent encouragé par toutes les sympathies qu'il entoure.

Il a cru, au milieu des innombrables sujets qui peuvent par ce temps de république, servir de cible à la controverse, que la loi sur le recrutement de l'armée était une des nouvelles sottises à ajouter au compte particulier du gouvernement.

Après avoir anatomisé la loi, dans ses erreurs, dans sa nullité, dans son ridicule; avoir discuté les abus et l'arbitraire qui en résulteraient, il aborde la question au point de vue du budget qu'elle grèvera sans profit pour la défense du pays.

Au point de vue industriel et commercial, en paralysant ou plutôt en annihilant pendant trois ans, les aspirations et les vocations industrielles.

Et au point de vue purement esthétique et artistique, en atrophiaient les carrières des sciences libérales.

Ce n'est pas non plus en trois ans que l'on peut faire un soldat et encore moins un sous-officier.

La loi n'est qu'une manœuvre électorale pour flatter les masses soumises à l'opportunisme, faire miroiter aux yeux du peuple un semblant d'égalité devant la loi, satisfaire les rancunes anti-religieuses, en empêchant le recrutement du clergé.

Le Sénat, dit l'orateur, qui compte des généraux expérimentés, des hommes d'une grande compétence militaire repoussera la loi.

Passera à un autre ordre d'idées plus palpitant, l'orateur fait un triste tableau de la situation actuelle, dénonce l'indifférence et l'égoïsme gouvernemental.

Le choléra est à Toulon et à Marseille aucun homme officiel ne se dérange.

C'est qu'il n'appartient qu'à un souverain de s'appeler le père du peuple et de donner un exemple de dévouement.

Un président, c'est l'empereur, c'est l'empereur, c'est le dévouement fait homme.

Aussi en 1856, un homme est venu sans annoncer son départ et son arrivée; il est venu distribuer des secours et des consolations à toute une population victime des inondations.

Cet homme, c'était Napoléon III.

En 1866, le choléra sévit à Amiens; une femme, trois fois reine, par la charité, par sa beauté et par son rang, n'hésite pas à venir au milieu des cholériques.

Cette femme, c'était l'impératrice.

Après avoir dépeint en termes éloquents ces différentes phases de la charité impériale, l'orateur évoque les grands souvenirs qu'il a laissés l'empire; c'est à lui que la France devra son relèvement.

Arrivé à un quart de lieu de Montechiaro, j'appris par une ordonnance que le général *** qui était demeuré à Castiglione pour défendre ce poste important avait dix-huit cents hommes de la 18^e demi-brigade d'infanterie légère, venait d'ordonner aux troupes qui étaient sous son commandement d'opérer leur retraite et d'inviter les généraux de la division à suivre cet exemple.

Voilà qu'il n'y avait pas un moment à perdre, je partis au grand galop, suivi de mon état-major et de mon escorte, afin de m'opposer à ce mouvement rétrograde.

Arrivé à Montechiaro, je vis les troupes sous les armes; j'en demandai la cause, et j'appris des généraux de brigade sous mes ordres que le général qui commandait à Castiglione venait de les informer par une ordonnance qu'il était obligé de se retirer de cette place parce que l'ennemi paraissait se diriger sur elle, et qu'il les invitait à en faire autant.

Je leur répliquai qu'ils ne devaient pas ignorer que le général en chef et de moi, et que j'étais aussi étonné que mécontent de leur conduite. Je leur ordonnai ensuite de faire reposer leurs troupes dans les positions qu'elles occupaient et d'y attendre l'ennemi de pied ferme, jusqu'à ce qu'ils reçussent de nouveaux ordres.

Sur ces entrefaites, le général *** arriva à Montechiaro et se rendit à l'instinct près de moi.

« Où est votre troupe? lui dis-je en l'apercevant.

— Elle me suit, répondit le général, qui sans doute ignorait que l'on fut instruit des dispositions qu'il avait ordonnées.

— Ah quoi! continuai-je, vous avez abandonné votre troupe?

— Une partie est avec moi, reprit le

vement, à lui que les ouvriers devront le travail qui leur manque actuellement. C'est par lui que s'exécuteront sans secousse, les grandes mesures de vitalité qui fortifieront les droits du peuple. Or on a beau renverser les statues, briser les emblèmes, on ne détruira jamais une histoire qui est écrite dans le cœur du peuple.

M. Aulois félicite au nom de tous, l'orateur, du discours parfait, comme pensées et comme forme qu'il vient de prononcer et du succès qui marquent ses débuts.

M. Aulois avait choisi comme sujet de sa conférence, la guerre de Chine; il entre avec un talent consommé de narrer les faits de la guerre et de grouper les incidents diplomatiques, dans les détails les plus circonstanciés de cette campagne lointaine, conduite habilement par le général Cousin-Montauban.

Il s'agissait de faire respecter des traités violés par la Chine, d'assurer le commerce international, et de laisser la religion chrétienne s'exercer librement.

On fit appel aux volontaires de l'armée et plus d'un quart de nos soldats s'inscrivit pour prendre part à l'expédition afin de ne pas laisser le moral de sa petite armée, le général Montauban, fit, sur le long parcours que dut effectuer la flotte de transports, opérer des descentes à terre.

On échelonna des points de repos sur le continent africain, car le canal de Suez n'était pas encore construit.

Après quatre mois de traversée, on arriva en mars 1860, les alliés anglais nous avaient devancés.

On s'empara de Pékin-O, après des prodiges de valeur accomplis par le lieutenant-colonel Dupin et sa petite troupe.

Après être entré dans tous les détails de cette opération militaire, M. Aulois conduisit son auditoire au Tien-Tsin, clef de la route qui mène à Pékin.

Trente mille cavaliers et 15000 fantassins attendent les troupes Anglo-Françaises qui comptaient six mille hommes.

Rien ne résiste à l'ardeur des bataillons alliés; nous sommes maîtres de Pékin; on prétend qu'il y a eu pillage des palais d'été des empereurs de Chine, c'est une erreur, on a usé des droits de la guerre, et les admirables collections de ce palais décoré encore nos musées nationaux. Le général Montauban fait recueillir les morts de sa petite armée, leur élève un monument durable et fait chanter un Te Deum dans la cathédrale restaurée de Pékin.

La guerre recommence avec la Chine; faisons abstraction de nos opinions politiques, dit l'orateur; songeons que c'est le drapeau de la France qui est engagé dans ces contrées lointaines.

C'est par l'union, par la conciliation sur le terrain des revendications impériales, que nous aurons résolu nos problèmes.

Un président, c'est l'empereur, c'est l'empereur, c'est le dévouement fait homme.

Aussi en 1856, un homme est venu sans annoncer son départ et son arrivée; il est venu distribuer des secours et des consolations à toute une population victime des inondations.

Cet homme, c'était Napoléon III.

En 1866, le choléra sévit à Amiens; une femme, trois fois reine, par la charité, par sa beauté et par son rang, n'hésite pas à venir au milieu des cholériques.

Cette femme, c'était l'impératrice.

Après avoir dépeint en termes éloquents ces différentes phases de la charité impériale, l'orateur évoque les grands souvenirs qu'il a laissés l'empire; c'est à lui que la France devra son relèvement.

Arrivé à un quart de lieu de Montechiaro, j'appris par une ordonnance que le général *** qui était demeuré à Castiglione pour défendre ce poste important avait dix-huit cents hommes de la 18^e demi-brigade d'infanterie légère, venait d'ordonner aux troupes qui étaient sous son commandement d'opérer leur retraite et d'inviter les généraux de la division à suivre cet exemple.

Voilà qu'il n'y avait pas un moment à perdre, je partis au grand galop, suivi de mon état-major et de mon escorte, afin de m'opposer à ce mouvement rétrograde.

Arrivé à Montechiaro, je vis les troupes sous les armes; j'en demandai la cause, et j'appris des généraux de brigade sous mes ordres que le général qui commandait à Castiglione venait de les informer par une ordonnance qu'il était obligé de se retirer de cette place parce que l'ennemi paraissait se diriger sur elle, et qu'il les invitait à en faire autant.

Je leur répliquai qu'ils ne devaient pas ignorer que le général en chef et de moi, et que j'étais aussi étonné que mécontent de leur conduite. Je leur ordonnai ensuite de faire reposer leurs troupes dans les positions qu'elles occupaient et d'y attendre l'ennemi de pied ferme, jusqu'à ce qu'ils reçussent de nouveaux ordres.

Sur ces entrefaites, le général *** arriva à Montechiaro et se rendit à l'instinct près de moi.

« Où est votre troupe? lui dis-je en l'apercevant.

— Elle me suit, répondit le général, qui sans doute ignorait que l'on fut instruit des dispositions qu'il avait ordonnées.

— Ah quoi! continuai-je, vous avez abandonné votre troupe?

— Une partie est avec moi, reprit le

que la ligne politique de notre journal était approuvée par nos nombreux concitoyens, restés fidèles à la cause impériale.

LE 14 JUILLET

A l'occasion de la fête de la Marianne, le citoyen Maire Gaillon a adressé aux trente-six curés de l'agglomération lyonnaise, la lettre suivante:

Mon cher Curé, Rappelant mes souvenirs d'enfance, quand, jeune épicier de la paroisse Saint-Nizier, j'étais le Dieu de Jacob et de Clovis, j'ai su conserver des sentiments sincères de reconnaissance pour le Clergé bienveillant qui m'a gratuitement donné les premiers principes de l'instruction élémentaire.

Je crois ni offenser votre caractère sacré, ni faire violence à ma conscience, en venant vous demander de tenir à ma disposition les employés gagés de votre paroisse, à l'occasion de la fête du 14 juillet.

J'ai pensé que les serviteurs laïques de votre église, avec l'esprit de dévouement et de charité que vous savez leur inspirer, voudront bien donner un coup de main au personnel municipal chargé du pavage des édifices religieux de ma bonne ville.

Le suisse, le bedeau et le sacristain, sauront en cette occasion manifester leur profond respect et leur admiration pour le gouvernement républicain, en prêtant un concours désintéressé aux tapissiers chargés de placer des drapeaux sur la façade des maisons du culte catholique.

Les loueuses de chaises sont aussi réquisitionnées pour percevoir le montant des sièges que nous mettrons à la disposition du public sur les quais, sur nos places et dans les rues où passera le cortège officiel de la municipalité se rendant à la revue, à la jôite et au feu d'artifice.

Second Pierre, puisque je tiens en mains les clefs de l'Eglise et m'attribue le pouvoir de sous-pape, j'ai décidé que vous ajouteriez à l'oraison pro populo nostra: pro Gailletono maire centrali et presidente omnium consiliorum fabricarum agglomerationis Lugdunensis.

L'abbé V... mon directeur spirituel a pensé que rien ne s'opposait à ce que vous chantiez dimanche à vêpres le psaume quatre treumertur Salut Populus et Novellus.

Avec l'Antienne suivante: Fugavit lugdunum cholera gratis precautionibus matris centralis Gailletoni.

Sur ce, mon cher curé, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

GAILLÉTON S. PAPA.

TOASTS ET BANQUETS MUNICIPAUX

Par ce temps de choléra et d'épépiées, nos édiles banquettent et pérorent.

Le Comité central fêta sa victoire aux élections du 4 mai dernier. Après la bataille, une journée à Capone.

Le grand chef, le docteur Maire était absent, occupé sans doute à rédiger une affiche anticholérique ou à diagnostiquer une maladie cutanée.

Le Maire II, l'adjoint Rossignoux, le représentait à ces agapes opportunistes mais non sociales.

Notre premier adjoint s'était envolé de son nid, rue de Dijon, pour venir gazouiller au milieu des membres du Comité central. La distance ne l'avait point effrayé; il voyage d'ailleurs gratuitement sur les ficelles de la Croix-Rousse et de Saint-Just, tout comme

dans les tramways. C'était dimanche, ne pouvait-il pas surseoir à la surveillance des finances lyonnaises?

Son entrée est saluée par des bravos, et des sifflets. On lui offre des fleurs qu'il dépose sur le couvert du Maire absent.

On se compte; il y a des réfractaires, au saucisson à l'ail et au filet truffé. L'un invoque pour excuse l'indisposition de sa belle-mère; un autre, comme le citoyen Valentin, invoque un dîner de famille.

On mange, on boit, la cadence des machoires accompagne seule les conversations naissantes. Le citoyen Rossignoux se prépare à toaster; entre deux bouchées il répète mentalement sous son exorde, et retouche entre deux chopines sa péroraison.

La faim est apaisée, arrive l'heure des toasts.

Le citoyen Enou, professeur à l'Ecole de droit, tient l'auditoire sous le charme de sa parole lucide et pénétrante. Il parle pour permettre à l'auditoire de somnoler un peu.

Le citoyen Combet prend la parole; il expose son projet de canal maritime du bas Rhône, et sa théorie sur la recherche de la paternité.

Nos édiles se réveillent à l'assent du citoyen Trousselier, faisant l'éloge du Lycée de Lyon.

Puis vient le citoyen Robin, proclamant le nom du secrétaire général de la Mairie centrale.

Le citoyen Pontelle, conseiller général et juge de paix au Bois-d'Oingt, expose la crémation chez les Parthes et les Zoulous.

Le citoyen Bellemain, architecte, chargé de la construction d'un groupe scolaire, s'étend longuement sur les bienfaits de l'instruction laïque et obligatoire.

Enfin le président, le citoyen Rossignoux, se lève: C'est au milieu du plus profond silence qu'il s'exprime ainsi:

« Citoyens, mes frères, si la République me compte au nombre de ses défenseurs et de ses adjoints, c'est grâce à vos suffrages. Ah! c'est un métier difficile: garantir la République des conspirations réactionnaires... Mais nous sommes à la hauteur de notre tâche. La citoyenne Rossignoux, elle aussi, est à la hauteur de la tâche, elle développe dans les cours de nos jeunes citoyennes l'amour de la République.

Je ne vous rappellerai pas, citoyens et frères, tout ce qui s'est fait dans l'administration. Tout ce que je sais, c'est que j'ai donné beaucoup de signatures sans savoir ce que je signais. Vous me trouverez toujours sur les pas du docteur Gaillon, c'est un bon signe... c'est lui qui a nommé la citoyenne Rossignoux au poste qu'elle occupe et qui lui a donné « notre logement ».

Ah! tant que j'aurai la direction des finances, ces blagueurs de journaux réactionnaires ne sauront rien de ce que je passe à l'octroi, aux gardiens de la paix et ailleurs.

Citoyens, ayez confiance dans votre adjoint; si le public l'embête lorsqu'il présidera, il chargera lui-même ce public, puis il ne peut pas faire monter les urubains à cheval à la porte de la salle des séances.

Le citoyen Dubois et moi nous veillons au salut de la République, le choléra ne lui fera aucun mal.

Citoyens, tant que je serai adjoint, logé à Peil, transporté à l'œil, tout ira bien, vous serez contents, et moi encore davantage.

Notre adjoint est tout à coup interrompu par le foudroyement d'une oriflamme tricolore. On se précipite à la fenêtre pour regarder un ballon que l'on accueille par un: Vive la République! formidable. Aussitôt tombe de la nacelle une nuée de prospectus du sirop de Vial de Vaise.

Le citoyen Guillaume reconnaît, en effet, le fabricant de sirop pectoral emporté par son ballon la Mascotte. On regrette le hurra: Vial est un réactionnaire.

Mn seul cri se fit entendre: « Eh! que nous importe le nombre, général?... avo-nous jamais compté nos ennemis? »

Le général en chef ne put entendre sans admiration l'expression d'un si généreux dévouement; il sentit renaitre la confiance, et sortit suivi de son état-major et des officiers qui s'étaient rendus auprès de lui.

Arrivé au camp, il vit la division rangée en bataille et sans armes devant le front de bandière: « Vive la République! vivent nos braves généraux! s'écria-t-on de toutes parts! A l'ennemi! »

Quelques volontaires sollicitèrent et obtinrent la permission de sortir de leurs rangs pour parler à Bonaparte. Ils se présentèrent à lui et lui dirent: « Général, nous avons tout juré d'être tués sur ces hauteurs. »

Et ils désignaient de la main les hauteurs de Castiglione.

« Eh bien! répondit le général en chef, avec de braves gens tel que vous, nous serons encore une fois vainqueurs. »

A l'instant Bonaparte fit réunir les débris de la 18^e demi-brigade. Le général V*** fut appelé et suspendu de ses fonctions, à la tête des troupes, pour avoir lâchement abandonné son corps et avoir ainsi compromis la sûreté de l'armée.

Généraux, officiers, soldats, tous applaudirent à cet acte d'une justice rigoureuse mais nécessaire. Le général en chef se retira ensuite aux cris mille fois répétés de vive la République!

Il fut décidé, entre le général en chef et moi, que j'attaquerais l'ennemi dès le lendemain, 3 août. Le soin de faire les dispositions convenables fut abandonné à mon expérience. Bonaparte m'annonça qu'il allait donner ordre à toute la cavalerie de se trouver le lendemain matin, à deux heures, à Monte-Chiaro, parce que,

— On a oublié, disent plusieurs concitoyens, une ascension de ballon dans les réjouissances du 14 juillet.

— Ne regrettez rien, dit le citoyen Affre, c'est un divertissement clérical, puisqu'on parle de l'ascension.

Dépêches de Toulon

(Par fil spécial de l'Impérial.)

Samedi, 5 h. matin. Le canon gronde dans la rade, M. Grévy arrive incognito visiter les cholériques.

Samedi, 6 h. matin. Le président a débarqué, on le fume par précaution; enthousiasme à son comble.

Samedi, 7 h. matin. Il se rend en voiture phéniqué à l'hôpital; il a tenu ses mains gantées aux malades; il les a entretenus... de la révision, il a embrassé avec chaleur l'aumônier.

Samedi, 8 h. matin. Le président fait mettre du chloro dans ses poches pour se rendre à l'hôpital St-Mandrier, toutes les autorités l'accompagnent.

Il console les infortunés et laisse à chacun une pièce de cinquante centimes.

Samedi, 9 h. matin. Le président remet cent sous au maire pour les indigents.

Grand déjeuner et partie de billard à la préfecture maritime.

Samedi, 10 h. matin. Le président se rend à la gare pour rentrer à Paris par les voies... rapides.

Il se laisse soumettre à une famigation complète.

Arles, 11 h. matin. Le train est parti, il craint d'apporter le choléra à ses canards.

Valence, 2 h. soir. Jour de foire! Le train présidentiel s'est arrêté pour un besoin pressant... d'eau.

Au moment où nous mettons sous presse, nous recevons la dépêche suivante: Cabinet de l'Elysée au cabinet de l'Impérial: M. Grévy n'a pas quitté l'Elysée; il est retenu à Paris pour recevoir ses loyers de la St-Jean.

Les habitants des quartiers du Grand-Trou et de Saint-Pons ont nommé une Commission chargée de faire toutes les démarches pour obtenir l'établissement d'un tramway sur la route de Vienne. C'est sans doute pour que le Conseil général soit mieux saisi... de la question, qu'ils ont fait entrer un huissier dans cette Commission.

Nous sommes prêts à enregistrer les nouveaux exploits de cet huissier factieux qui, en faisant ses récolements, s'écrie: dura lex, sed lex.

Les habitants du quai de la Charité nous prient de demander à l'honorable M. Burelle, ingénieur civil des Mines, chevalier de l'ordre du Mérite-Agricole, directeur de la Compagnie des propriétaires inodores, de vouloir bien ne plus faire verser, la nuit, des tonneaux de sa matière odoriférante.

La compagnie est assés pressée pour mener à bout plus de six manèges au tocleaves.

Persuadés que le conseil municipal interdirait actuellement l'usage des rafraichissements, nous profitons de nos vacances pour discuter sur cette question, sinon pleine de parfums, du moins pleine d'actualité.

Un huissier chargé d'encaisser 5,000 fr., les encaisse; peut-il se soustraire à l'obligation de rendre compte à son client de l'emploi qu'il a fait de ces 5,000 fr., alors même qu'il a payé pour ce client diverses sommes.

Nous demandons une réponse au syndicat des huissiers et nous comptons la recevoir.

Dans sa séance du 25 juin, le citoyen Maire a obtenu de son Conseil un vote bien singulier.

Sous prétexte de soustraire les terrains

s'efforcer par tous les moyens de délivrer le général Guieux et de rétablir nos communications avec Salo. Toutes ces dispositions une fois prises, ajoutai-je, nous aurons tout fait notre devoir; et si nous sommes battus, il sera temps alors d'effectuer notre retraite.

Le général D*** s'éleva fortement contre ces dispositions: « Et comment appuierons-nous notre droite? s'écriait-il.

— Par des battonnettes, » répliquai-je avec une indignation dont je n'étais plus maître.

Je partis à ces mots, et j'allai me jeter sur un lit pour prendre un peu de repos. Vers dix heures du matin, le général en chef m'envoya un de ses aides-de-camp pour m'inviter à venir le trouver pour affaires.

Je me rendis sur le champ au quartier général accompagné du même aide-de-camp.

Bonaparte ne s'était pas couché, il me parut inquiet et abattu. « Eh bien! général, lui dis-je en entrant, qu'avez-vous décidé hier avec votre conseil de guerre? »

— Rien, répondit Bonaparte; mais, après y avoir longtemps réfléchi, je pense comme vous, il faut marcher sur l'ennemi et l'attaquer partout où nous le trouverons. C'est une chose résolue. Vous marcherez sur Montechiaro avec votre division; je me porterai avec Maséna sur Lonado; Soret ira prendre ses anciennes positions à Salo et débouquer le général de brigade Guieux. »

provenant des forts de la rive gauche aux spéculations particulières, la Ville va s'en rendre acquéreur au prix de 2.000.000.

Les Tramways à Lyon

Table with 2 columns: Item and Amount. Includes 'Tramways de Lyon', 'Longueur kilométrique', 'Exploitées', etc.

De la comparaison de ces déclarations faites l'une le 30 juin 1882, et l'autre le 31 décembre même année, il résulte une différence importante...

On savait bien le 30 juin 1882, la dépense exacte. Comment se fait-il qu'à cette époque on fixe cette dépense à 5.301.184, pour ensuite, six mois après, sans avoir augmenté la longueur de réseau, venir déclarer que la dépense s'élève à 8.887.000 fr.

les bois, les pavages, la main-d'œuvre, tout en un mot a été dans de très bonnes conditions.

Ces voitures coûtent 6.100 fr. rendues dans les dépôts. Le matériel roulant a donc coûté 90 x 6100, soit 549.000 fr.

Le matériel roulant se compose, pour une ligne de tramways, des voitures, des dépôts, des écuries, des ateliers, etc.

Table with 2 columns: Item and Amount. Includes 'En récapitulant on trouve', 'Chevaux', 'Voitures', etc.

Tel est le chiffre auquel on arrive, en s'appuyant sur le mémoire publié par celui qui a dirigé les travaux, acheté le matériel, les rails, et tout ce qui est nécessaire à la construction des tramways.

Nous voulons ne point être discuté, et nous allons de suite admettre qu'en frais accessoires la Compagnie des tramways a dépensé 1.000.000, et nous adopterons pour dépenses maximum 6.000.000.

Or, il y a 92 voitures à l'heure actuelle, les nos 91 et 92 ont été construits dans les ateliers de la Compagnie.

le renouvellement des formalités qui auraient précédé leur établissement.

L'Administration fermera-t-elle les yeux? Ne verra-t-elle pas que ce capital de 8.887.000 fr. a pu servir aux tramways, aux cars-Ripert et aux voitures de place réunis entre les mêmes mains?

Sur le total de 64.078 mètres de voie simple, il y a eu 15.000 mètres environ qui ont coûté 55 francs le mètre, à cause de la fourniture des pavés carrés faite par la Compagnie, soit 820.000 fr.

En récapitulant on trouve: Chevaux 920.400, Voitures 549.000, Dépôts, écuries 997.100, Voie 2.339.000, Divers 194.500, Total 5.000.000.

CALINO-COURRIER

Un Anglais au café: — Garçons! — Monsieur. — Vous, donnez à moi une eau-de-vie où j'ai vu beaucoup de neuf.

Le comble pour un banquier: Escompter l'avenir.

SILHOUETTES MUNICIPALES

Le citoyen MAYNARD. — Grand, d'un embonpoint qui promet un jour l'obésité, figure pâle, yeux volumineux et indécis, abrités par deux menisques divergents, parole brève, saccadée, emphatique tel est au physique l'adjoint préposé à l'instruction publique.

Le citoyen Gramousset lève un coin du voile qui enveloppe le budget. « Vous avez dit-il, 200.000 fr. d'augmentation pour l'assistance publique, qui absorbera cette année 1.000.000. Le budget des dépenses est trop élevé, il faut le diminuer. »

Le citoyen Fichet veut l'égalité pour tous, qui deviendront les finances de la ville, si elle se charge de tous les orphelins. Le citoyen Vignat, prêche l'économie et le public applaudit.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 juillet. De l'eau, de l'eau, de l'eau, tel est le cri que répètent les lambris de la salle des séances.

dermatologique nous inonde de ses consultations gratuites mais pas obligatoires heureusement. Quelle popularité nouvelle on essaie de se refaire.

Le citoyen Fichet, Affre, Dupuy, Valensau voient leur proposition de voter 40.000 fr. pour dégager les effets du Mont de Piété refusée.

Le citoyen Gramousset se lève, pour donner plus de prestige sans doute à son speech. Il harangue l'auditoire et l'invite au silence, tout en le menaçant de le faire expulser.

Le citoyen Fichet veut l'égalité pour tous, qui deviendront les finances de la ville, si elle se charge de tous les orphelins. Le citoyen Vignat, prêche l'économie et le public applaudit.

Le citoyen Gramousset lève un coin du voile qui enveloppe le budget. « Vous avez dit-il, 200.000 fr. d'augmentation pour l'assistance publique, qui absorbera cette année 1.000.000. Le budget des dépenses est trop élevé, il faut le diminuer. »

LETTE D'UN DOCTEUR

Monsieur Auguet, « Je ne puis résister au désir de vous exprimer toute ma satisfaction au sujet de votre excellent VIN AUGUET, toni-réparateur. Dernièrement, j'ai été assez sérieusement malade et la convalescence a été de longue durée, grâce à votre Vin dont j'ai fait usage et qui m'a remis promptement sur pied. Aussi me ferai-je un devoir et un plaisir de le recommander à mes clients. »

DESTRUCTION INFAILLIBLE

des Pucelles, Pucés, Poux, Mouches, Cousins, Cafards, Mites, Fourmis, Chenilles, Chareçons, etc.

LES DÉCORÉS DU 14 JUILLET

On annonce comme certaine la nomination dans l'Ordre de la Légion d'honneur de ceux de nos concitoyens qui suivent.

Le général Beyran, à la tête des 4^e et 17^e demi-brigades, en colonne en masse, au pas de charge et le premier rang baïonnettes en avant, se porta sur les hauteurs de droite. Le général Pelletier se borna à faire diversion sur la gauche avec un petit corps de troupes, l'ennemi n'étant point en force de ce côté.

Les soldats me dirent en m'apercevant: « Nous venons de perdre notre général et notre chef de brigade. — Eh bien! mes camarades, répliquai-je, suivez-moi, et jurez sur vos baïonnettes de venger leur mort. »

Cet ordre fut exécuté sur-le-champ; le pas de charge fut battu, les baïonnettes croisées et la ville enlevée. J'en fis occuper une partie par les troupes, je laissai une garnison dans le château. Je fis retirer le général Pelletier de la gauche, et ralliai la division sur la droite.

Pelletier, étaient ou tués ou blessés. Il ne restait que lui pour commander avec son chef d'état-major ordinaire.

La chaleur, excessive ce jour-là, était d'autant plus insupportable, que la plaine de Castiglione est aride, qu'on n'y trouve ni ruisseaux, ni puits, ni fontaines, ni même une seule flaque d'eau; les soldats dévorés d'une soif qu'ils ne pouvaient étancher, n'avaient plus la force de se tenir, ne s'occupaient plus qu'à peine et tombaient de faiblesse; la cavalerie éprouvait doublement ce malheur.

Après avoir établi la ligne et placé moi-même tous les postes, dont je confiai le commandement au général Pelletier, je me retirai à Castiglione, mon quartier-général, pour y donner de nouveaux ordres et assurer les vivres et les munitions; mais pendant que je m'occupais de ses soins, quelques troupes descendant des hauteurs, et plusieurs soldats qui retournaient à leur poste, me firent remarquer un corps de hullans qui se dirigeait derrière la ligne. Le général Vurmser les avait envoyés pour jeter le désordre et l'alarme parmi les détachements des troupes françaises qu'il présumait s'être rendus à Castiglione afin d'y chercher de l'eau dont ils éprouvaient un si grand besoin et dont ils avaient manqué toute la journée.

Le 4 août, au matin, je visitai toute la ligne, et je fis quelques changements dans ses positions. Dans la journée, Bonaparte arriva à

Castiglione; il se jeta dans mes bras, et me dit: « Vous avez bien raison; c'est dans la journée d'hier que j'ai reconnu mes vrais amis. » Il m'engagea ensuite à l'accompagner sur le champ de bataille de la veille: il contempla avec étonnement la perte immense de l'ennemi, et examina les positions des corps français et autrichiens qui avaient combattu. Ces derniers occupaient la montagne Sulferrina. Se retournant ensuite vers moi, il me dit encore: « Il faut nous reposer aujourd'hui, demain nous achèverons de les écraser. J'ai donné ordre de retrograder aux troupes qui exécutaient leur retraite. »

Le 4 août, au matin, je visitai toute la ligne, et je fis quelques changements dans ses positions. Dans la journée, Bonaparte arriva à

